

La Commission des finances rejette le projet amendé de budget

Ville C'est une nouvelle embûche dans la course budgétaire. Le projet de budget 2026 (bis) de la Ville de Genève a été étudié, «corrigé», puis rejeté lundi soir par une majorité de la Commission des finances. La plénière de samedi se basera finalement sur la version présentée en novembre par le Conseil administratif.

La Commission des finances se sera réunie par deux fois, afin d'examiner la nouvelle mouture du budget et ses 86 amendements.

Après de longues heures de débats, le traitement de ces modifications a abouti à un budget affichant un excédent de charges de 68,4 millions de francs, légèrement inférieur aux 69,3 millions présentés dans la (seconde) version déposée par le Conseil administratif.

Mais au terme des votes, les trois délibérations de la PR-1731 ont été refusées par 9 voix contre (1 EâG-UP, 4 socialistes, 2 PLR et 2 UDC) et 6 voix pour (2 Verts, 2 MCG, 2 Le Centre-Vert/libéraux).

Le refus du budget par groupe hétéroclite s'explique en réalité par des raisons diamétralement opposées.

Pour le PLR et l'UDC, les coupes proposées restaient in-

suffisantes, eux qui se fixent le cap de 49 millions maximum de déficit.

Pour le Parti socialiste, elles étaient au contraire – et sans surprises – trop nombreuses. «Les coupes du Conseil administratif sont entendables mais celles voulues par la droite étaient excessives. Elles touchaient des associations et des subventions sans raison, ainsi que des prestations sensibles. Nous restons toutefois ouverts à travailler sur un budget acceptable», explique Guilhem Kokot.

Les Verts et le MCG considéraient au contraire que les efforts du Conseil administratif étaient suffisants pour éviter le scénario redouté des douzièmes provisionnels l'année prochaine, véritable épée de Damoclès du débat budgétaire.

Selon nos informations, le Conseil administratif avait proposé en commission de rétablir les mécanismes salariaux – indexation, annuité et 13^e salaire, une proposition qui avait séduit l'ensemble des partis à l'exception de l'UDC. Mais le grand argentier proposait en contrepartie de geler la prime d'ancienneté, qui devait être transformée en jours de vacances. Ce qui n'a pas

passé pour le groupe Ensemble à Gauche-Union populaire.

Cette dernière mesure concernerait environ 1200 à 1300 employés et représenterait près de 4 millions d'économies. À l'origine, ce mécanisme avait été mis en place en 2011 pour compenser une perte de progression salariale. «Le but n'était pas de faire moins d'économies, mais de les concentrer sur un groupe plus réduit, afin de casser l'élan d'une mobilisation collective!», s'insurge Jean Burgermeister. On fragiliserait ainsi la retraite de personnes en fin de carrière qui perdaient pour certains jusqu'à 2300 francs.»

Mobilisation prévue jeudi

C'est donc le projet de budget 2026 (bis) tel que présenté par le Conseil administratif – sans les modifications adoptées en commission – qui servira de point de départ aux débats de la plénière budgétaire du Conseil municipal, qui débutera ce samedi 6 décembre et qui risque bien de se poursuivre les jours suivants.

Ce nouveau rebondissement budgétaire intervient deux jours avant la grève annoncée de la fonction publique ce jeudi 4 décembre.

Lorraine Fasler